

La maladie dans le Service civil.—Une étude de l'incidence et de la durée de la maladie chez les fonctionnaires fédéraux est faite chaque année, à partir des certificats médicaux requis pour les absences de plus de trois jours à la fois et de toutes les autres absences survenant après que les employés en cause ont déjà pris sept jours de congé de maladie. Durant l'année civile 1962, sur les quelque 151,400 fonctionnaires fédéraux soumis aux règlements du Service civil sur les congés 51,562 ont remis un certificat médical.

17.—Taux des maladies et jours de maladie, pour 1,000 fonctionnaires fédéraux, selon la cause, 1962

(Maladies certifiées seulement)

Nos de la nomenclature internationale	Cause	Taux pour 1,000 fonctionnaires	
		Maladies	Jours de maladie
001-138	Maladies infectieuses et parasitaires	13.4	261.2
140-239	Tumeurs	9.6	353.9
240-289	Maladies allergiques, endocriniennes, du métabolisme et de la nutrition ..	11.1	182.9
290-299	Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	2.1	54.0
300-326	Troubles mentaux, psychonévroses et troubles de la personnalité	17.8	508.6
330-398	Maladies du système nerveux et des organes des sens	22.9	341.1
400-468	Maladies de l'appareil circulatoire	30.1	998.9
470-527	Maladies de l'appareil respiratoire	221.2	1,585.6
530-587	Maladies de l'appareil digestif	81.6	1,136.9
590-637	Maladies des organes génito-urinaires	25.2	395.4
640-689	Accouchements et complications de la grossesse, de l'accouchement et des suites des couches	1.9	27.9
690-716	Maladies de la peau et du tissu cellulaire	15.0	159.0
720-749	Maladies des os et des organes du mouvement	35.4	608.2
750-759	Malformations congénitales	0.5	12.5
780-795	Sénilité, symptômes et états mal définis	26.5	302.9
N800-N999	Accidents, empoisonnements et traumatismes	41.1	623.0
	Toutes maladies	558.8	7,565.0

PARTIE II.—BIEN-ÊTRE PUBLIC ET SÉCURITÉ SOCIALE

Tous les échelons du gouvernement se partagent la responsabilité à l'égard du bien-être social. Le gouvernement fédéral dirige l'application de mesures coûteuses de maintien du revenu telles que la sécurité de la vieillesse et les allocations familiales, et de programmes tels que ceux de l'assurance-chômage et du Service national de placement, pour lesquels il faut établir un régime de coordination à travers tout le pays. Les provinces reçoivent du fédéral une aide appréciable pour leur permettre de faire face aux frais d'assistance sociale. Le gouvernement fédéral fournit également de l'aide à des groupes spéciaux, tels les anciens combattants, les Indiens, les Esquimaux et les immigrants.

Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social agit comme agence habituellement responsable des questions fédérales de bien-être social, les ministères des Affaires des anciens combattants, de la Citoyenneté et de l'Immigration, et du Nord canadien et des Ressources nationales dirigent également d'importants programmes. La Commission d'assurance-chômage est chargée du fonctionnement de l'assurance-chômage et du Service national de placement.

L'administration des services de bien-être relève d'abord des provinces, mais les autorités locales se chargent souvent d'assurer ces services, généralement avec l'aide financière de la province.

Section 1.—Programmes fédéraux

Sous-section 1.—Allocations familiales

La loi de 1944 sur les allocations familiales a été conçue dans le but d'aider à fournir des avantages égaux à tous les enfants du Canada. Les allocations ne sont pas établies